Nouvelles locales du vendredi 30 mai 2014

@rib News, 31/05/2014 ĩ SĂ©curitĂ© - Le marchĂ© provisoire du chef-lieu de la province de Kayanza a pris feu le soir de ce vendredi et toutes les marchandises qui sĂ©tym trouvaient ont toutes Ă©tĂ© brĂ©lĂ©es. Selon le reprĂ©sentant des commerĂ§ants de ce marchĂ©, il Ă©tait vers 18h alors quĂ©tms ils procĂ©daient Ă la fermeture des kiosques que le feu a commencĂ© dans un kiosque appartenant Ă un commerĂ§ant qui venait dĂ©tĂ©tre assassinĂ© sur place par un homme armĂ©. De mĂ©me, le feu sĂ©tme est aussi dĂ©clarĂ© dans un autre kiosque dĂ©tme un autre coin de ce marchĂ© et il , le propriĂ©taire dudit kiosque blessĂ© Ă la jambe. Il estime que cet incendie cache bien de chose. Qui plus est, le matin de ce samedi, les agents de la Croix Rouge ont balayĂ© tous les dĂ©bris des marchandises carcinĂ©s ce qui a fait grandir les inquiĂ©tudes sur lĂ©tme origine de cet incendie. Ils demandent des enquĂ©tes indĂ©pendantes. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro]

ĩ Justice - LĂ©tme appel lancĂ© par les organisations de la sociĂ©tĂ© civile et les mĂ©dias dans le but de marquer leur soutien Pierre Claver Mbonimpa et pour demander sa libĂ©ration a Ă©tĂ© suivi en gĂ©nĂ©ral. En effet, ces organisations avaient demandĂ© Ă toute personne soucieuse des rĂ©alisations de Mbonimpa de porter une couleur verte et Ă ce qui ont des vĂ©hicules de klaxonner ce vendredi Ă 12h20 minutes durant toute une minute. LĂ©tme appel lancĂ© aux conducteurs de vĂ©hicules a Ă©tĂ© suivi surtout en ville sur les grands ronds points oĂ¹ les klaxons faisaient un bruit piquant. En outre, des policiers avaient Ă©tĂ© dĂ©ployĂ©s pour essayer dĂ©tme intimider les conducteurs et au rond point se trouvant tout prĂ©s de Le Burundi, un policier a filmĂ© les conducteurs qui ont rĂ©pondu Ă cet appel. ParallĂ©lement, lĂ©tme appel concernant les habits pas Ă©tĂ© largement suivi puisque la couleur verte nĂ©tme Ă©tait pas particuliĂ©rement visible dans les rues et les autres lieux. habitants de la commune Gihanga quant Ă eux ont rĂ©pondu Ă cet appel dĂ©tme une maniĂ©re globale. En effet, certains de ces derniers avaient achetĂ© des sachets verts quĂ©tms ils portaient soit comme des chemises, soit comme des Ă©charpes ou foulards soit encore sur leurs bras. La police de cette commune nĂ©tme est pas pourtant restĂ©e sans agir puisquĂ©tme elle a essayĂ© de procĂ©der Ă une chasse contre toute personne qui portait du vert. [isanganiro/rtr/bonesha/rpa] - Le Conseil National de la Communication nĂ©tme a pas apprĂ©ciĂ© le travail de mobilisation pour la libĂ©ration de Pierre Claver Mbonimpa que les journalistes ont accompli et le qualifie de partial. Selon le prĂ©sident de ce conseil, les journalistes ont dĂ©passĂ© les limites en demandant Ă la population de porter des effets verts ou de klaxonner pour demander que le prĂ©sident de lĂ©tme APRODH soit libĂ©rĂ©. Selon Richard Giramahoro, cette mobilisation est contre la loi rĂ©gissant la presse qui demande que le journaliste sĂ©tme abstienne de diffuser une information pouvant perturber la paix et la sĂ©curitĂ© ou inciter Ă la rĂ©volte. Il trouve que ce que la population a fait est une forme de manifestation et estime quĂ©tme il devrait y avoir une permission de la part de la mairie de Bujumbura afin quĂ©tme il nĂ©tme ait pas des personnes qui profitent de la situation pour agir contre la loi. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro/rtnb]

Ă - LĂ©tme Union Burundaise des Journalistes a rĂ©pliquĂ© Ă ses prĂ©tentions du Conseil National de la Communication comme quoi il nĂ©tme a eu aucune faute dans ce que les journalistes ont demandĂ© Ă la population. Le prĂ©sident de cette union estime que la dĂ©ontologie journalistique les oblige Ă militer pour le respect des valeurs dĂ©mocratiques comme les droits de lĂ©tme homme et la libertĂ© dĂ©tme expression. Alexandre Niyungeko trouve par ailleurs que le CNC nĂ©tme a pas Ă leur enseigner la dĂ©ontologie de leur mĂ©tier puisque ce sont eux-mĂ©mes qui lĂ©tme ont mise en place et qui la suivent et la respectent. Il promet quĂ©tme ils ne vont pas abandonner de rĂ©clamer que Pierre Claver Mbonimpa soit libĂ©rĂ© puisquĂ©tme il nĂ©tme est accusĂ© de rien et demande au CNC dĂ©tme abandonner de sa part de les traiter comme des prisonniers puisque lĂ©tme effet escomptĂ© par ce conseil ne sera jamais atteint. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro] - Le gouvernement burundais estime de son cĂ©tĂ© que cette mobilisation de la population par la sociĂ©tĂ© civile et les journalistes ne diffĂ©re en rien dĂ©tme une rĂ©volte. Le secrĂ©taire gĂ©nĂ©ral et porte-parole du gouvernement fait savoir quĂ©tme ils sont habituĂ©s Ă u et ajoute quĂ©tme il sĂ©tme agit aussi dĂ©tme une provocation. Philippe Nzobonariba prĂ©cise Ăgalemment que quiconque en profite pour agir contre la loi devra en rĂ©pondre personnellement. Il trouve aussi que les organisations dites de la sociĂ©tĂ© civile burundaise jouent la politique. Il prĂ©cise aussi que le gouvernement est en train de suivre lĂ©tme affaire et promet que la justice est indĂ©pendante et ne devra pas libĂ©rer le prĂ©sident de lĂ©tme APRODH suite Ă ces actions. [rpa/bonesha/isanganiro/rtnb]

- Le syndicat SYGECO affirme quĂ©tme il a Ă©tĂ© surpris par lĂ©tme emprisonnement de Pierre Claver Mbonimpa, prĂ©sident de lĂ©tme APRODH. Lors dĂ©tme une confĂ©rence de presse animĂ©e ce vendredi, le prĂ©sident de ce syndicat rappelle le travail accompli par Pierre Claver Mbonimpa en faveur des femmes vendeuses de pagnes au marchĂ© dit chez Siyoni au moment oĂ¹ lĂ©tme OBR Ă©tait en train de confisquer leurs pagnes. Audace Bizabishaka prĂ©cise que Mbonimpa a suivi ce dossier avec la plus grande dĂ©termination, passant des jours sans manger jusquĂ©tme Ă obtenir la libĂ©ration des femmes qui avaient Ă©tĂ© arrĂ©tĂ©es et dĂ©tenues Ă la BCR. Selon lui donc, un fervent dĂ©fenseur des droits de lĂ©tme homme Pierre Claver Mbonimpa ne mĂ©rite pas la prison. Ainsi, il demande Ă la justice de faire des enquĂ©tes sur les rĂ©vĂ©lations quĂ©tme il a faites et de le libĂ©rer afin quĂ©tme il continue son travail de dĂ©fense des droits des personnes. De mĂ©me, il demande au gouvernement de tout faire pour que le Burundi ne soit pas indĂ©finiment sur la liste des pays qui ne respectent pas les droits de lĂ©tme homme. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro] - Le reprĂ©sentant de lĂ©tme APRODH dans les rĂ©gions du sud du pays estime que la sĂ©curitĂ© dĂ©tme un certain Alexis Niyubahwe nĂ©tme est pas du tout assurĂ©e. Cet agent de la documentation nationale dans les rĂ©gions de Bukemba et Gihofi de la province Rutana a Ă©tĂ© arrĂ©tĂ© pour avoir publiĂ© un rapport faisant Ă©tat des personnes qui dĂ©tiennent des armes et qui sĂ©tme en servent pour faire des exercices militaires en faveur de certaines autres personnes. Innocent Mwumvikano trouve que des dĂ©marches suspicieuses sont souvent entreprises par les autoritĂ©s de la documentation et de la police, ce qui fait penser quĂ©tme il doit y avoir un agenda cachĂ© contre cette personne dĂ©tenue. En outre, il trouve quĂ©tme il devrait y avoir des enquĂ©tes concernant la dĂ©tention illĂ©gale dĂ©tme armes que cet agent a dĂ©noncĂ© dans son rapport de travail du moment que les personnes citĂ©es sont identifiables. Il dit aussi ne pas comprendre pourquoi cette personne incarcĂ©rĂ©e a Ă©tĂ© dĂ©placĂ©e vers Bujumbura pour Ă©tre incarcĂ©rĂ©e dans la prison centrale de Mpimba et quĂ©tme elle a Ă©tĂ© remise Ă la prison de Rutana le mĂ©me jour. De mĂ©me, il trouve quĂ©tme il y a des personnes qui veulent le transfĂ©rer Ă lĂ©tme hĂ©pital alors quĂ©tme il se porte bien. Ainsi, il demande que sa sĂ©curitĂ© soit assurĂ©e quĂ©tme il ne soit pas victime de ceux qui ne veulent pas que la vĂ©ritĂ© sur cette affaire soit mise au grand jour. [bonesha/isanganiro]Ă

ĩ Politique - Le parti Sahwanya Frodebu estime que la loi sur la CVR, mĂ©me si elle vient dĂ©tme Ă©tre

promulguée par le président de la République, devra changer après les élections de 2015. Le président de ce parti estime qu'elle ne reflète pas les aspirations des citoyens burundais, ni celles des burundais qui se sont exprimés lors de la consultation nationale, ni celles des consultations entre le gouvernement burundais et les Nations Unies.

Léon Ngendakumana trouve que le parti au pouvoir et le gouvernement ont abusé de la force pour mettre en place cette loi et lui ont par la suite donné une orientation différente de celle que les autres burundais lui donnent ou lui avaient déjà donnée. Il trouve que l'aspect juridique de cette loi a été laissé de côté, ce qui ne permettra pas de connaître ceux qui ont commis des actes dont ils devraient répondre. Ainsi, il constate que cette loi doit être changée pour bénéficier des subventions de sa mise en application puisque, selon lui, personne ne va bloquer des fonds pour la mise en application d'une loi controversée. [isanganiro]

Economie - La coordination des associations et syndicats du Burundi engagés dans la lutte contre la vie chère demande une mobilisation contre la famine au Burundi. Lors d'une conférence de presse animée par 477 associations et syndicats, le porte-parole de ces derniers trouve que selon une étude faite dans les provinces de Bujumbura, Ngozi, Kayanza et Cibitoke, les prix de 4 produits à savoir le riz, le haricot, la pomme de terre et les oignons ont été revus à la hausse dans les proportions variant entre 50 et 100% dans ces derniers jours. Gabriel Rufyiri précise aussi que cette étude a montré que les matériaux de construction ont aussi connus une hausse de leurs prix. Il donne l'exemple d'un sac de ciment dont le prix est passé de 23.500FBu à plus de 28.000FBu sachant aussi que le prix de l'essence soit revu à la hausse deux fois successivement durant une période dépassant pas deux mois. De même, il trouve que le taux de croissance du Burundi ne varie jamais puisqu'il est de 4,8% alors que celui des pays limitrophes du Burundi en est au tour de 7%. Face à cette situation, ces associations et syndicats demandent la taxation des produits de première nécessité ainsi que la tenue des états généraux de l'économie burundaise afin de dégager des solutions face à tous ces problèmes et bien d'autres non répertoriés dans cette étude. [rtnb/rpa/bonesha/rtr/isanganiro]